

OSTIE DE CROSSEUR: OSTIE DE CAPITALISTE!

Ils ont des noms et des adresses!

La Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC-Montréal) entreprend une campagne de ciblage des ostie de crosseurs capitalistes qui pourrissent tout, partout. Parce qu'il ne suffit plus de répéter que les capitalistes sont pas gentils et que leurs larbins sont corrompus. Ça, tout le monde le sait. Il faut les nommer, les désigner, les montrer du doigt et les condamner au tribunal populaire ! Dresser le bilan de leurs forfaits, rappeler **POURQUOI** ils méritent vraiment l'épithète non enviable d'ostie de crosseurs ! Les écoeurer jusque dans leurs derniers retranchements et pourrir leur vie comme ils ont pourri et continuent de pourrir les nôtres.

Tout au long de l'année 2013, au gré des soubresauts de l'actualité, la CLAC montera chaque mois un dossier sur un crosseur qui mérite sa place au panthéon. Les dossiers se développeront sur trois axes complémentaires :

- ★ Le CV de l'ostie de crosseur du mois, où nous dresserons leur bilan professionnel et personnel ;
- ★ Les conséquences concrètes de leurs crosses et combines dans la vie du vrai monde ;
- ★ Les liens systémiques qui rattachent chaque crosseur à la Grosse Crosse capitaliste.

Pour commencer en beauté, le crosseur du mois de novembre 2012 n'est nul autre que le candide et pusillanime ex-maire de Montréal, Gérald «J'ai pas à savoir ça» Tremblay. Il se sauve, mais on n'oublie pas son bilan et les crapules de son espèce. D'ailleurs, on attend son successeur avec impatience...



Gérald Tremblay

Langues parlées et écrites

Des affaires : excellent.

De bois : très bon.

Carrière d'un crosseur professionnel

'96 *Conseiller principal de l'entreprise-conseil en stratégie Monitor Group*

Les racines de Monitor remontent à la Harvard Business School, où Tremblay a étudié. Depuis les années 1990, Monitor s'est engagé dans la banque d'affaires, les fonds d'investissements et la gestion d'actifs, avec environ 1,5 milliard de dollars d'actifs sous gestion. Ces activités regroupent également le capital-risque.

Ça sent la crise économique non ?

'80-'86 *Président-directeur général de la Société de développement industriel*

Créée en 1971 sous le gouvernement Bourrassa, la SDI a pour objet de « favoriser le développement économique du Québec, notamment en encourageant le développement des entreprises, la croissance des exportations et les activités de recherche et d'innovation ». Bref, de l'argent public pour engraisser de gros bonnets !

'82-'86 *Gestionnaire en redressement d'entreprises*

'82-'86 *Propriétaire et dirigeant d'entreprises dans les secteurs de l'hôtellerie et de la vente au détail*

'81-'82 *Vice-président exécutif de la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec*

Tremblay a participé à la relance de la FDCEEQ après qu'elle eut été liquidée en 1981 à la suite d'une crise financière interne. Tiens donc...

'77-'81 *Associé senior et directeur général d'une firme-conseil membre du groupe Sobeco Ernst & Young*

Tremblay y développe un concept de redressement des entreprises. Diminuer les coûts en mettant des travailleurs et travailleuses à la porte ? Ou comment sauver une entreprise avec de l'argent public ?

'60-'70 *Chargé de cours et professeur à l'École des hautes études commerciales et Analyste financier et de crédit chez Dun & Bradstreet of Canada Limited*

Vie politique d'un crosseur

Depuis 2001 *Maire de Montréal, 3ème mandat*

Alors que Tremblay affirme toujours qu'il n'a rien vu et qu'il ne savait rien, on voit pourtant que notre homme s'est toujours arrangé pour se retrouver là où ça compte. Ses liens avec le milieu des affaires ne sont plus à démontrer, et on peut dire que Gérald sait comment les entretenir. Quelques exemples :

▪ *Vente douteuse de terrains : le cas de la gare Viger.*

Estimé à 14,7 M\$, l'édifice patrimonial de l'est du Vieux-Montréal avait été vendu en 2006 pour 9 M\$ à un consortium canado-hollandais. Tremblay a toujours affirmé que la Ville avait fait une bonne affaire. Or, le représentant du groupe Développement Télémedia était Philip O'Brien, a soutenu le parti du maire, Union Montréal. Il a versé 500\$ à la caisse du parti en 2005 et 1000\$ en 2006.

▪ *Vente douteuse de terrains : l'Îlot Saint-François.*

En 2003, la Ville conclut une entente avec l'homme d'affaires Hershey Rosen, déjà condamné pour vol et détournement de fonds : l'échange de terrains boisés dans le nord-ouest de l'île contre l'Île Saint-François, dans le Vieux-Montréal. Au moment de la transaction, les terrains de M. Rosen valaient 2,9 M\$, alors qu'il les avaient achetés 7 fois moins cher quelques mois plus tôt. En plus, la Ville a vendu à Rosen l'Îlot Saint-François 2,5 M\$ alors qu'il lui avait coûté 4,3 M\$.

▪ *Entretenir ses tits-amis*

En 2007, le sénateur conservateur Léo Housakos aurait fait pression auprès de Dimitri Soudas (ancien bras droit de Harper au Québec) pour que l'ex-directeur général de la ville Robert Abdallah soit nommé à la tête du Port de Montréal. Rappelons que ce dernier a été cité à la commission Charbonneau relativement à des allégations de pots-de-vin de 300 000 \$. Après son départ comme d.-g. de la Ville de Montréal, Abdallah est allé travailler chez Gastier, une entreprise faisant partie de l'empire de Tony Accurso...

Fonctions

- Chef du parti Union Montréal
- Maire de l'arrondissement Ville-Marie
- Président de la Communauté métropolitaine de Montréal
- Président du Conseil de l'agglomération de Montréal
- Membre du conseil d'administration de la Fédération Canadienne des Municipalités
- Directeur pour la région St-Laurent/Québec de l'Alliance des villes des Grands lacs et du Saint-Laurent
- Membre du Bureau exécutif et vice-président de la Commission sur l'eau et l'assainissement des Cités et gouvernements locaux unis
- Vice-président exécutif, trésorier et président de la commission sur le financement des services et des infrastructures de METROPOLIS
- Membre fondateur du Conseil mondial des maires sur les changements climatiques
- Vice-président de l'association internationale des maires francophones

89-96 ***Député, PLQ Outremont, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie***

Au printemps 1991, il propose la création d'un modèle de contrat entre syndicats et patrons qui vise à assurer la « paix industrielle », dont la négociation des conventions collectives aux cinq ans. Dans une entrevue au journal Business Week en février 1992, il affirme : « La paix industrielle au Québec c'est incroyable. Nous avons plus de syndiqués qu'ailleurs, mais moins de jours de grève ! » Sans commentaires...

En 1991, Tremblay dresse un plan de sauvetage de SNC, qui mènera à la fusion avec Lavalin, pour

devenir SNC-Lavalin.

Il invente le concept des « grappes industrielles », des tables de concertation regroupant les entreprises par secteur, pour augmenter la productivité et la compétitivité. Il vente son modèle jusqu'à Davos en 1992. Ce sera un échec, sauf dans le secteur pharmaceutique, où il réussit à attirer trois pharmaceutiques qui transfèrent leur siège social de l'Ontario au Québec (B-M Squibb, Marion Merrel Dow et Rhône-Poulenc).

'81-'82 ***Membre de la commission politique du Parti libéral du Québec***

Formation

1972, Harvard Business School, Boston Maîtrise en administration des affaires (MBA)

1972 Admis au Barreau du Québec

1969, Université d'Ottawa, Ottawa Licence en droit

Principaux intérêts

- '97
 - Administrateur de la compagnie Rolland inc.
 - Gouverneur de la Bourse de Montréal
 - Membre du conseil d'administration de Theratechnologies
 - Membre du conseil d'administration des Boutiques San Francisco inc.
 - Membre du conseil d'administration de la corporation des Tapis Peerless
 - Membre du conseil d'administration de la Fondation du Musée des Beaux-arts
 - Membre du conseil d'administration de la Fondation du maire de Montréal
-
- '96
 - Président du conseil du Centre de perfectionnement des HEC
-
- '86-'89
 - Membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement
 - Membre du conseil d'administration et du comité exécutif d'Hydro-Québec
 - Gouverneur de l'Association des MBA du Québec

Faubourg Contrecoeur : les crosseurs en action!

Le 17 mai dernier, neuf hommes étaient arrêtés pour complot, fraude, abus de confiance et financement politique illégal. Cette affaire n'est seulement qu'une des nombreuses histoires de fraudes dont nous entendons parler depuis des années, mais à elle seule celle-ci démontre bien toute la pourriture de la classe politico-financière qui nous vole et nous ment depuis trop longtemps. Cette affaire n'est que la façade grossière d'un système

séculaire qui ne sert qu'à perpétuer la domination d'une élite sur la population et qui lui permet de maintenir ses privilèges au vu et au su de tous et toutes. En regardant de plus près cette histoire glauque, on comprend mieux que notre système économique et politique, le capitalisme libéral parlementaire, est basé sur cette mécanique de pouvoirs et de profits privés.

Rappelons brièvement l'histoire: il y a quelques années, la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) a favorisé l'entreprise Construction Frank Catania pour la construction de 1800 logements en copropriété sur un terrain qui lui appartenait dans l'est de Montréal. Elle lui a vendu le terrain 4 millions de dollars alors qu'il en valait 31 millions. De plus, la SHDM avait octroyé illégalement une aide financière de 15,8 millions pour construire les infrastructures (égouts, rues, etc.) ainsi qu'un prêt de 14,6 millions à un taux très avantageux. Cet organisme garantissait aussi le rachat des appartements invendus jusqu'à hauteur de 41 millions, comme le prévoit le programme Accès-Condos. Dans la foulée de cette fraude, la SHDM, un organisme public, avait été privatisée de façon illégale par l'administration Tremblay-Zampino. Elle est redevenue publique depuis.

Lorsqu'on examine la liste des personnes arrêtées, on comprend clairement la crosse:

- Martial Fillion, ancien chef de cabinet de Gérald Tremblay, dirigeait la SHDM lors de la transaction.
- Bernard Trépanier était le directeur du financement du parti du maire Tremblay, Union Montréal. Il a aussi été organisateur politique pour différents politiciens de la banlieue nord de Montréal.
- Paolo Catania est un des vendeurs de condos importants dans la grande région de Montréal; quatre de ses pions ont aussi été arrêtés.

- Daniel Gauthier, urbaniste à l'emploi de la firme d'ingénierie Dessau.
- Frank Zampino était président du comité exécutif de la ville de Montréal.

Les trois pôles qui entourent le dirigeant d'une ville et d'un parti politique sont impliqués dans cette méga-fraude: le politique (Zampino), le financier (Trépanier) et le haut-fonctionnaire (Fillion). Avec l'aide du bailleur de fonds habituel, un typique roi de l'asphalte (Catania), et la contribution de la firme de professionnels corporatistes (Gauthier), un plan classique de détournement de fonds est échafaudé et exécuté. Le même plan qui se répète depuis toujours dans nos sociétés dites avancées et modernes et que nos élites exécutent sans la moindre retenue. Non satisfaits de contrôler la grande majorité de la richesse par les structures de domination existantes, ces parasites se servent en extra en accentuant la privatisation des profits et la socialisation des pertes.

À la suite de cette affaire et aussi à cause de la méga-crosse des compteurs d'eau, le président du comité exécutif de la ville, Frank Zampino, a démissionné. Il a eu le culot d'aller travailler ensuite pour la firme Dessau! Fillion a été congédié et Trépanier a été tassé d'Union Montréal. À noter qu'un autre individu louche, Marc Deschamps, qui était agent officiel d'Union Montréal à l'époque, a été mis en cause dans cette affaire sans être arrêté. Par la suite, il a été un des fondateurs de la Coalition avenir Québec (CAQ) et son agent officiel... avant d'être écarté à son tour.

Union Montréal: instrument partisan du PLQ

Toute cette bande de crosseurs et la grande majorité des personnes arrêtées ou soupçonnées dans tous les scandales des dernières années sont reliés au Parti libéral du Québec (PLQ). Pour expliquer cette situation, il faut revenir en arrière. La grande famille libérale, que nous appellerons la «clique», domine majoritairement la politique et l'économie au

Canada et au Québec depuis le XIX^e siècle. Industriels, ministres, juges, maires, grands avocats, recteurs, ces hommes blancs issus des mêmes familles notables s'échangent ces postes de pouvoir pour se construire des carrières rutilantes et profitables. Cette clique, pour nous faire croire que nous vivons en démocratie, a dû partager à certains moments une

petite partie de son pouvoir absolu avec d'autres clans semblables, comme les conservateurs ou les péquistes. Évidemment, ces clones ont tôt fait de se ranger sous la même autorité et ont intégré en bonne partie les rangs de l'élite politico-financière qui mène le jeu.

Par contre, dans une confrérie, il restera toujours un noyau central de vrais partisans, ceux qui ont le sang pur et le bon parcours, et qui veulent garder le magot pour eux. Transportons-nous dans les années 1990, alors que Géranium I^{er} gouverne Montréal et que le PQ dirige la province. Pierre Bourque, plus proche des péquistes, concocte un plan d'unification des municipalités de l'île de Montréal avec la ministre Louise Harel. La saga des «fusions forcées» irrite au plus haut point plusieurs maires de petites banlieues (Frank Zampino, Claude Dauphin, Claude Trudel), en grande majorité des villes riches dirigées par des autocrates. Ceux-ci, voyant leur pouvoir s'amenuiser, se tournent vers les dirigeants de la clique pour que celle-ci leur trouve un véhicule politique et un leader.

En août 2001, à quelques mois des élections municipales, on sort du chapeau libéral un nouveau parti, la bien-nommée (!) Union des citoyens et des citoyennes de l'île de Montréal (UCIM), et un chef, Gérald Tremblay, ex-ministre libéral. Entre-temps, l'UCIM aura avalé deux faux partis de centre-gauche, le RCM et la CDM. Cette nouvelle

Tremblay au service du capital

À l'été 2001, Gérald Tremblay, fraîchement nommé chef de l'UCIM et candidat à l'élection municipale de l'automne, réclame haut et fort l'évacuation par la force des squatteurs du centre Préfontaine qui occupent l'édifice depuis plusieurs semaines. Il use de toute la démagogie possible et inimaginable pour accuser le maire Bourque de mollesse, de lâcheté et de complicité avec les «marginaux» et les «anarchistes».

Cette première prise de position du futur maire nous donnera un bon aperçu de ses politiques «sociales»

formation artificielle, sans base militante ni programme, prendra le contrôle de l'hôtel de ville et les ex-roitelets de banlieue obtiendront les principaux postes de décision. Le PLQ reprendra le pouvoir en 2003 avec la promesse de défusionner les villes devenues arrondissements. Puisque le processus sera complexe et ardu, la majorité des ex-maires garderont leur poste au conseil exécutif et les mains bien profond dans le plat de bonbons. On connaît la suite: ils s'en mettront plein les poches, le maire-mascotte se contentant de masquer la fraude généralisée. L'administration municipale accentuera la gentrification de Montréal et la transformation du centre-ville en un vaste Disneyland pour les promoteurs et les touristes (à ce sujet, voir le texte *Tremblay au service du capital*). Ah oui, en 2007, l'UCIM deviendra Union Montréal, les citoyens et citoyennes ayant pris le bord...

En 2012, la clique a bien compris que Tremblay et son clan mafieux sont discrédités. On ne veut pas laisser la place à Louise Harel, elle aussi discréditée pour avoir pris la direction d'un parti corrompu – on a qu'à se rappeler de Benoît Labonté, maire d'arrondissement de Ville-Marie. La clique veut nous imposer un de ses principaux prospects et un de ses plus fidèles soldats en la personne de Denis Coderre. Chien de poche de Jean Chrétien, acteur important du scandale des commandites, signataire de certificats de sécurité comme ministre fédéral de l'Immigration, cet ambitieux veut à son tour profiter de la manne et continuer la job de bras.

dans les années à venir. Le nettoyage social et le profilage politique, bien entamés par ses prédécesseurs, seront accélérés dans les années 2000. Pendant plus de dix ans, Gérald Tremblay aura un objectif principal, soit celui de dégager les quartiers centraux de Montréal de tout obstacle au développement économique sauvage et à la consommation sans limite des touristes. La gentrification et l'embourgeoisement seront ses leitmotivs, il sera le valet servile des promoteurs de tout acabit.

Montréal livré aux promoteurs

Lorsqu'il prend le pouvoir en 2001, le Québec, et en particulier Montréal, vit une crise du logement sans précédent. Symbole fort de cette crise, le squat Overdale-Préfontaine aura accéléré certains programmes de développement de logement social dont l'Opération 5000 logements à Montréal.

Tremblay se sert encore de ce programme pour répondre à ceux et celles qui l'accusent de se traîner les pieds dans le domaine de l'habitation, même si il est terminé depuis des années!

À l'opposé, Tremblay et son clan de banlieue vont ouvrir tout grand les portes à l'invasion des condos. Pour avoir une idée de l'ampleur de la situation, il faut savoir qu'en 2011, près de 7000 condos ont été construits à Montréal contre moins de 500 logements locatifs! Et ces chiffres n'incluent pas les centaines de conversions illégales! Pendant que le visage de certains quartiers change radicalement, que les locataires se font évincer et chasser, que les commerces de luxe remplacent les services de proximité et que les maisons de chambre disparaissent à vue d'œil, l'administration municipale vend ses terrains à prix d'ami aux promoteurs et effectue des changements de zonage à toute vitesse.

Pour alimenter une économie primitive basée sur le chiffre d'affaires des hôteliers et des locataires de limousine, Tremblay fait revenir à grands frais le Grand Prix de Formule 1, encourage l'explosion de la festivalite et développe un quartier des spectacles qui est surtout reconnu pour ses démolitions et sa création de nouveaux terrains vagues.

Nettoyage social généralisé

Pour permettre au centre-ville élargi de Montréal de devenir un méga centre d'achats et un parc de condos, la ville doit mettre en place plusieurs mesures pour chasser les nombreux indésirables qui y vivent. Cette partie du plan de waltdisneysation nécessitera la collaboration active du service de police, qui non seulement répondra présent, mais en rajoutera plusieurs couches. En janvier 2004, c'est la

mise en place du Plan d'optimisation de la police de quartier: il y est écrit textuellement que l'itinérance constitue une priorité et la notion de présence dérangeante (mendiants, squeegees, jeunes dans les parcs, etc.) constitue une incivilité. Les résultats sont rapides et spectaculaires: à l'été 2004, il y aura sept fois plus de «tickets» émis aux gens de la rue que dix ans plus tôt!

La judiciarisation des sans-abri, des personnes toxicomanes, des jeunes de la rue et des travailleurs et travailleuses du sexe deviendra la politique de lutte à la pauvreté de la Ville non seulement au centre-ville, mais aussi dans les quartiers Centre-Sud, Hochelaga-Maisonneuve et Plateau Mont-Royal.

Par ailleurs, les jeunes issus des communautés immigrantes y goûteront aussi dans les quartiers Nord et Ouest, entre autres avec la création de l'escouade Éclipse.

Dans le but d'expurger le centre-ville des «incivils», on aura droit à une panoplie de mesures discriminatoires et répressives: extension du règlement de la fermeture des parcs la nuit aux 16 places publiques restantes de l'arrondissement Ville-Marie, mise en place du règlement interdisant la présence de chiens dans le carré Viger et à la place Émilie-Gamelin, privatisation d'une grande partie du territoire par des services de sécurité privée au service des festivals, etc. Même les organismes venant en aide aux personnes de la rue, tels Cactus et Spectre de rue, ne seront pas appuyés par les élus dans leur relocalisation.

Pour boucler la boucle, l'administration Tremblay a aussi essayé de bâillonner la résistance militante à ses politiques antisociales. Dans sa quête incessante d'aseptiser la ville, elle a ainsi laissé carte blanche à sa police politique afin de criminaliser les groupes contestataires. Les arrestations de masse du SPVM lors de diverses manifestations se sont poursuivies tout au long des années 2000, particulièrement lors de la Journée internationale contre la brutalité policière du 15 mars. En 2009, on a eu droit à la première tentative du SPVM d'imposer deux règlements, un sur les masques et l'autre sur les

injures à l'endroit des policiers. En pleine crise sociale à l'été 2012, il réussira à faire modifier le règlement P-6 en y incluant l'obligation de fournir le trajet d'une marche et en interdisant le port de masque ou foulard. Le profilage politique se

poursuit de plus belle, ayant atteint un sommet historique en 2011 avec la création de l'escouade GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes).

Qui sait ce que nous réserve la suite...

Les CAs: la nouvelle forme de l'élite capitaliste

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), Hydro-Québec (HQ), la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Investissement Québec (IQ) sont différents groupes d'investissements possédés par le gouvernement du Québec. Si nous étudions ces organisations ici, c'est que comme de nombreux politiciens, Gérard Tremblay, a fait partie de plusieurs conseils d'administration (CA) d'entreprises et de sociétés d'État. Créées ou agrandies dans les années 1960 et 1970, ces organisations visaient essentiellement à combler le manque de capitaux québécois pour revoir la structure industrielle du Québec. Leur rôle dans l'économie politique québécoise a continué de croître, malgré la mondialisation, le prétendu "retrait de l'État" et le dieu marché. Observons les dynamiques politiques, économiques et sociales du phénomène.

Les sociétés d'État sont gérées par des CA nommés par le gouvernement et sont généralement régies par des lois-cadres, comme la loi sur HQ ou la loi sur la CDPQ. Comme les administrateurs sont nommés par le gouvernement au pouvoir, ils sont choisis en fonction de leur alignement sur les politiques du parti, ainsi que pour leur défense de l'idéologie capitaliste

Toutefois, remarquons que la définition des actes illégaux est excessivement spécifique. Dans le cadre de la commission Charbonneau, on rapporte que Gérard Tremblay, lorsqu'il fut mis au courant de l'existence de deux budgets pour la gestion de son parti, a simplement quitté en disant qu'il n'avait pas à savoir ça¹. C'est ainsi qu'un politicien expérimenté

peut systématiquement contourner les règles. Il ne s'agit donc pas d'un problème de corruption, mais essentiellement d'un problème d'intérêts communs: pour qu'une entreprise soit à même de fonctionner, elle doit pouvoir anticiper les décisions du gouvernement et des autres entreprises, afin de pouvoir agir de manière réfléchie. Ainsi, les CA regorgent d'anciens politiciens, comme Daniel Johnson, qui siège à Bombardier en compagnie du président du Forum économique mondial, Brian Mulroney sur le CA de Québecor² ou Lucien Bouchard sur le CA de Saputo³. Cette collusion d'intérêts s'observe également lorsque qu'un politicien en fin de carrière se fait «recruter» par le privé ou l'inverse, comme Tremblay qui s'est lancé en politique après plusieurs années dans le secteur privé.

Mais ce n'est qu'un début: de nombreux projets ont été proposés afin de forcer les conseils d'administrations des universités à être constitués de deux tiers de membres externes. C'est par des projets de loi qui semblent insignifiants que les autorités ont décidé d'appliquer de plus en plus en profondeur la fusion de la classe d'affaires et de la classe politique. Ainsi, le pouvoir prend un aspect de plus en plus décentralisé et informel alors que dans les faits, il reste dans les mains des dirigeants d'entreprises.

Cela ramène à un autre problème vécu par les entreprises : plus elles sont grandes, moins elles sont rentables. En effet, plus une entreprise se développe, plus ses charges se complexifient et, à moyen terme, à chaque transaction sur le marché s'ajoute une charge de gestion des ressources

1 <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/commission-charbonneau/201210/31/01-4588714-financement-illegal-tremblay-a-ferme-les-yeux.php>

2 <http://www.quebecor.com/fr/content/conseil-dadministration-quebecor-inc>

3 <http://www.saputo.com/investors-and-medias/company-profile/administration.aspx?id=188&langtype=3084>

humaines, de comptabilité, d'administration, bref, de bureaucratie. Il reste pour ces entreprises deux solutions: se tourner vers les énormes contrats que sont les appels d'offre gouvernementaux et municipaux, ou encore investir pour produire des biens sur lesquels elles auront le monopole.

C'est ainsi que les entreprises deviennent «too big to fail». Le gouvernement dépend si fortement de certaines entreprises qu'il ne peut se permettre leur perte, vu les investissements en jeu. Prenons par exemple le Plan Nord: Hydro Québec a déjà fait ses plans pour profiter du potentiel hydraulique du territoire et de l'augmentation des ventes. Avec le réchauffement climatique, la coupe d'arbres doit se faire de plus en plus au nord pour être rentable. C'est ainsi que le Conseil forestier canadien a prévu d'apporter la dévastation écologique encore plus au nord⁴. La CDPQ a probablement investi dans des compagnies visant l'exploitation minière. Un retrait du Plan Nord entraînerait des pertes pour tous ces secteurs, et une telle déstabilisation pourrait amener un retrait des investissements étrangers. Essentiellement, la profonde implication du gouvernement dans le «développement» économique le menace de déstabilisation à la moindre perturbation économique.

Si l'État québécois a décidé de mettre lui-même sur pied des entreprises publiques, c'est simplement pour empêcher le capital étranger de le faire. Donc l'idée de la nationalisation n'est pas de donner un contrôle plus grand à la population. Comme le disait Jacques Parizeau en 1975: «Au Québec, il faut faire intervenir l'État. C'est inévitable. C'est ce qui nous donne une allure plus à gauche. Si nous avions, au Québec, 25 entreprises Bombardier et si nous avions des banques très importantes, la situation serait peut-être différente.

4 Voir: http://www.ccfm.org/pdf/TreeSpecies_web_f.pdf. L'aspect de mobilité des espèces forestières et le plan d'aménagement conséquent est très intéressant, surtout: «Mettre en œuvre des mesures pour raccourcir l'âge d'exploitabilité [eg: permettre de couper les arbres qui sont menacés par le réchauffement climatique plus jeunes], puis à reboiser avec des génotypes plus robustes [d'espèces plus adaptées au nouveau climat].»

Nous n'avons pas de grosses institutions, il faut donc les créer⁵.»

Toutefois, avec les accords de libre-échange, les investissements dans le secteur industriel ont chuté pour faire place à l'économie du savoir⁶. Ainsi, le gouvernement du Québec s'est mis à favoriser la spécialisation du Nord dans les activités de gestion, de management et de recherche, tout en laissant les emplois du secteur secondaire aux travailleurs et travailleuses du Sud. Essentiellement, les sociétés d'État québécoises sont complices de la mondialisation des marchés, de l'exploitation des travailleurs et travailleuses du Mexique, d'Haïti, de la Chine et de Taïwan, pour laisser le Nord sans emploi, et favoriser les politiques d'austérité et les coupures. Malgré ce contexte, les sociétés d'État (même Hydro-Québec) ont su s'adapter et continuer à grandir.

De toute évidence, le seul gagnant du progrès des trentes glorieuses, c'est l'État. Il faudra attendre 1975 pour que les capitalistes retrouvent leur force et prennent une plus grande place sur la scène canadienne⁷. Déjà le plus grand employeur au Québec, il semble que le gouvernement ait développé un réseau rhizomatique dans l'administration des grandes entreprises québécoises, dans lequel il est clairement promoteur des idéaux capitalistes du rendement maximal.

5 Cité dans Pierre Fournier, *op. cit.*

6 Toutefois, il est surprenant que la Sidbec (Sidérurgie Québec, un projet visant à faciliter l'accès aux métaux pour les entreprises québécoises) ait survécu (http://fr.wikipedia.org/wiki/Compagnie_Mini%C3%A8re_Qu%C3%A9bec_Cartier).

7 Les profits augmentaient de façon soutenue pour les entreprises, mais la part de richesses obtenues par les capitalistes canadiens était quant à elle en baisse (<http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/rise-canadas-richest-1>).

Si vous avez des suggestions de crosseurs pour les mois de janvier à décembre 2013, n'hésitez pas à nous écrire à info@clac-montreal.net.

CLAC **CONVERGENCE
DES LUTTES
ANTICAPITALISTES
MONTREAL**

<http://clac-montreal.net/crosseurs> ---- <http://clac-montreal.net>